

1914-1918

Toulouse et la guerre



Ed. Bataud - Cl. Am. photo Drouot
TOULOUSE - RETOUR DU XVII^e CORPS (9 AOÛT 1919)
Mutilés et Dames de la Croix-Rouge

Une exposition réalisée par le Service éducatif des Archives municipales de Toulouse : Brigitte Berthemet, Josiane Seguela. Numérisation, prise de vue : Francis Alexandre, Frédéric Falba, Archives municipales de Toulouse, Bruno Venzac, Archives départementales de Toulouse, Prêteurs privés.



1914-1918 L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE
MOBILISATION
PARTIR
REVENIR À L'ORDRE DU JOUR
REVENIR PRÉPARER LA GUERRE
REVENIR
SOLIGNON, COMBATTRE, SE DÉFENDRE
REVENIR POUR L'ORDRE

1 2 3 4 5 6 7 8

PROBLEMATIQUE

Comment la vie s'organise-t-elle à l'arrière du Front ?

Quels sont les liens qui unissent le Front et l'arrière ?

TABLE DES MATIERES

VIVRE A TOULOUSE DANS L'IMMEDIATE AVANT-GUERRE	4
MOBILISER	5
PARTIR.....	6
LES PREMIERES VISIONS DE LA GUERRE	7
LA SOLIDARITE	8
L'ECONOMIE DE GUERRE	9
LE TRAVAIL DES FEMMES.....	11
LES LOISIRS DE GUERRE.....	11
GUERRE ET PROPAGANDE.....	12
LA DURE REALITE DU FRONT	13
REVENIR, FETER LA FIN DE LA GUERRE	14
CELEBRER, COMMEMORER, SE SOUVENIR.....	14
REGARDER VERS L'AVENIR.....	15

VIVRE A TOULOUSE DANS L'IMMEDIATE AVANT-GUERRE

En 1914, Toulouse offre le visage d'une petite ville provinciale : elle est alors la sixième ville de France et compte 150 000 habitants, dont peu de Toulousains « de souche ». La population toulousaine a été en effet fortement alimentée par l'exode rural du XIX^e siècle, mais aussi par de nombreux migrants venus d'Espagne, d'Italie ou du Levant (les Turcs).

Peu touchée par la Révolution industrielle, elle demeure au début du XX^e siècle une cité essentiellement commerciale, puisqu'elle ne compte pas de grands établissements industriels, tout au plus une multitude de petites ou moyennes entreprises et ateliers artisanaux.

C'est pourtant une ville culturellement très riche : de nombreux spectacles y sont donnés, et sa scène lyrique, incarnée par le théâtre du Capitole, y est très brillante et réputée. En outre, de nombreux peintres, sculpteurs et compositeurs lui donnent une dimension nationale.

Dans le domaine scientifique, Toulouse a déjà atteint une réputation internationale, puisque ses chercheurs universitaires viennent d'être distingués par le prix Nobel attribué en 1913 à Paul Sabatier.

Les jeux de la politique occupent une grande place dans la vie locale : en 1912, les élections municipales permettent aux socialistes d'emporter la totalité des sièges du conseil et leur chef de file, Jean Rieux, est élu maire. En 1914, les élections législatives confirment cette prépondérance socialiste.

Comme se plaisent à le souligner les Toulousains, la vie semble facile à Toulouse. Aucun signe de fébrilité en ce lourd mois de juillet 1914 ne vient altérer la bonne humeur des consommateurs venus se distraire aux terrasses des cafés en écoutant des orchestres, loin d'imaginer que ces moments de nonchalance évoqueraient les dernières images d'une certaine « douceur de vivre ».

L'assassinat de l'Archiduc François Ferdinand et de son épouse à Sarajevo le 28 juin 1914 n'est pas immédiatement perçu par les Toulousains comme une menace pour la paix. En effet, la presse évite d'alarmer la population, mais des faits précis l'inquiètent : télégrammes de rappel à leur poste de hauts responsables de l'Armée, de l'Administration et des Chemins de fer où se constituent les premières rames de mobilisation. La guerre semble de plus en plus proche.

MOBILISER

La nouvelle de l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914 frappa de stupeur la population toulousaine qui connaissait bien cet ancien conseiller municipal, éminent professeur de philosophie à la faculté des Lettres, apôtre du socialisme humaniste et pacifiste dont l'éloquence oratoire était très appréciée.

Au lendemain de cet assassinat, le 1^{er} août, les affiches annonçant la mobilisation furent apposées dès 18 heures dans toute la ville. Dès le 2 août au soir, un conseil municipal extraordinaire se tint au Capitole, afin d'envisager les mesures à prendre dans le cadre de la mobilisation générale.

En introduction de séance, le maire Jean Rieux signale qu'aucune panique ni aucun affolement n'ont été constatés dans la journée à Toulouse. La population n'a fait montre que « d'un tout petit émoi ».

En revanche, certains commerçants ayant, dès le matin, augmenté abusivement leurs prix notamment pour les denrées de première nécessité, un « appel aux producteurs et négociants » a dû être rapidement affiché afin de les rappeler à leur devoir de patriotisme et de solidarité.

Après l'approbation de ces mesures, le maire rappelle le souvenir de Jean Jaurès et il est décidé à l'unanimité de débaptiser les allées Lafayette pour leur donner son nom. Cette mesure ne sera pourtant effective qu'en 1916.

C'est avec un sentiment mitigé de crainte et de soulagement que la population toulousaine découvrit l'affiche de la mobilisation générale, le 1^{er} août à dix-huit heures, sur la porte principale de l'hôtel de ville. Le premier jour de mobilisation était fixé au lendemain, jour de dimanche, pour lequel toutes les manifestations festives prévues furent annulées.

Un avis du maire à ses concitoyens vint bientôt compléter l'information ministérielle. Il y était notamment précisé en direction des hommes appelés : « Il leur est recommandé de se munir des vêtements militaires dont ils sont détenteurs, et autant que possible de deux chemises, d'un caleçon, de deux mouchoirs et de deux paires de chaussures en bon état, mais déjà rompues. Afin d'éviter toute perte de temps, il est inutile qu'ils se fassent couper les cheveux ras avant de partir ». Et il ajoutait : « Le maire se plaît à espérer que ses concitoyens, loin de s'exposer par une désobéissance coupable à des punitions humiliantes, s'empresseront de répondre à l'appel qui leur est fait et considéreront comme un honneur d'être rendus, tous, à l'heure indiquée, aux points qui leur sont assignés. La patrie est en danger ! Tous les hommes doivent faire leur devoir ! La municipalité s'efforcera de venir en aide aux familles des militaires appelés sous les drapeaux ».

PARTIR

Toulouse et notamment les quartiers des casernes et de la gare Matabiau, se transforment en une véritable ruche. Dès le 1^{er} août, cinq cents hommes avaient été appelés à la gare. Coiffés d'un képi, munis d'un bourgeron et d'un fusil, ils furent répartis le long de la voie sur les différents points à surveiller. Déjà la foule se pressait pour embrasser parents ou amis. Les premiers convois de chevaux réquisitionnés rejoignent également les quartiers militaires. Plus de deux cents femmes prennent d'assaut les bureaux de la place et demandent à prendre du service dans la Croix Rouge. Les accents de *La Marseillaise* et du *Chant du Départ* résonnent dans toute la ville.

Les rues sont envahies par une population curieuse et enthousiaste. Tous les magasins ont ouvert afin de satisfaire aux derniers besoins de ceux qui partent, et les gens s'arrachent les éditions spéciales des journaux. « Les hommes s'en vont à la caserne, joyeux comme des enfants ; ils ont une belle paire de godillots, on va leur donner un bon fusil ; qu'ont-ils besoin de plus ? » (*Le Cri de Toulouse*, 1914).

Un premier défilé, celui de la batterie d'artillerie du 18^e qui doit se rendre à Agen pour rejoindre son régiment, provoque des scènes de liesse entre la caserne Niel et la gare, le long du boulevard Carnot, des allées Lafayette et du canal. Dans la série d'anecdotes marquant cette journée, la presse rapporte celle d'un cordonnier de la rue des Lois qui, mobilisé, a apposé cette pancarte sur la porte de son magasin « fermé pour cause de villégiature à Berlin »...

A la gare, les trains pavoisés de drapeaux et couverts de fleurs sont entièrement réservés aux mobilisés. On remarque sur leurs portes quelques écriteaux curieux : « Train de plaisir pour Berlin » ou encore « Voyageurs pour l'Allemagne ».

Les départs de troupes, toujours accompagnés des vivats de la foule et de scènes enthousiastes, se poursuivent dans l'effervescence pendant une semaine environ, et la ville prend peu à peu un nouvel aspect. La nuit, aucune animation ne vient troubler les rues qui ne brillent plus après onze heures des traditionnelles lumières des cafés, et, sur les ponts, seules les ombres immobiles des sentinelles se distinguent.

LES PREMIERES VISIONS DE LA GUERRE

Toulouse va très vite avoir un contact plus direct avec la guerre et ses horreurs. Dès la mi-août les premiers trains de rapatriés, des Italiens évacués des zones du nord et devant rejoindre Port-Vendres, sont immobilisés en gare Matabiau « chassés par la hideuse guerre voulue par le cacochyme François-Joseph et le strumeux Guillaume » (*Le Rapide*, 1914). Cette population de vieillards, de femmes et d'enfants envahit les boulevards qui bordent les deux rives du canal, entre Bayard et l'enclos Saint-Aubin, avant d'être transportée à bord de tramways réquisitionnés vers le parc toulousain temporairement transformé en camp de transit.

Le passage des troupes étrangères se rendant au front fournit aux Toulousains l'occasion d'applaudir et d'encourager successivement des bénévoles marocains, des Cipayes de l'armée du Bengale, les fameux « Turcos » sénégalais et des soldats annamites.

A peine une semaine plus tard, le 26 août au matin, un convoi de blessés entre en gare Matabiau. Une foule immense, essentiellement féminine, s'est massée sur le pont Bayard et dans la cour de la gare, et le service d'ordre du 14^e de ligne est obligé d'intervenir pour permettre aux omnibus de la compagnie Nebout et aux tramways de la maison Firmin Pons, ainsi qu'aux voitures d'ambulance, d'évacuer vers les hôpitaux complémentaires, auxiliaires ou bénévoles de la ville, ces deux cent cinquante blessés. Ce train n'était que le premier d'une longue liste de convois qui, jour après jour, vont transporter à Toulouse leur lot de blessés du front.

Succédant aux rapatriés et aux blessés, les premiers prisonniers allemands arrivent à partir du 30 août. Au nombre de cinq cents, ils sont d'abord cantonnés à Saint-Agne, près du passage à niveau de la rue Colbert, puis conduits à l'ancienne école des Frères, rue Caraman, ou à la caserne Pelet, rue des 36-Ponts. Les jours suivants, d'autres convois déversent leur flot d'uniformes gris, toujours au milieu d'une foule immense, silencieuse et digne. Ces prisonniers sont très vite mis au travail, dans des ateliers du Pensionnat Saint-Joseph, dans la forêt de Bouconne ou encore dans les rues de Toulouse.

Enfin, dernier « spectacle » de ces premières semaines de guerre, l'arrivée de convois du Nord chargés de réfugiés belges ou français chassés par l'avancée du Front.

LA SOLIDARITE

Très vite, la solidarité s'organise autour des blessés, suscitée et coordonnée par l'administration municipale. Argent, livres, literie et lingerie, fruits, tabac et cigarettes (la fameuse « cigarette des blessés ») affluent à la direction du service de santé, à la Croix Rouge et chez les Dames de France. Et pendant plus d'un mois, la presse va suivre l'arrivée de ces braves soldats, de la bouche desquels on apprend les premiers récits de la guerre. Vers la fin du mois de septembre, Toulouse en hébergera entre huit et dix mille, dont plus de la moitié repartira au front dans les mois suivants.

Ce sont les femmes qui deviennent les principales actrices du grand élan de solidarité qui se développe dans le pays. Outre leur implication dans les infrastructures d'aide et de soins aux blessés, elles prennent en main la destinée des multiples œuvres de charité qui voient alors le jour. A l'occasion des « Journées » ou des « Semaines », comme celles de la Haute-Garonne en mars 1916, des dizaines de quêteuses parcourent les rues de la ville, vendant médaillons et souvenirs au profit de la veuve ou de l'orphelin, du blessé ou du prisonnier.

En 1917, « une manifestation de bienfaisance et d'instruction » intitulée « l'Exposition de guerre » destinée à l'œuvre municipale des Orphelins toulousains qui se déroule dans les salles de l'hôtel de ville, a donné l'occasion d'une nouvelle confrontation avec ce que l'on pourrait appeler la « culture de guerre ». Ce véritable bric-à-brac d'armes saisies sur l'ennemi, d'objets artisanaux fabriqués par les poilus mais aussi d'œuvres d'art patriotiques et de propagande devait préfigurer le futur musée de la guerre destiné à être abrité par la bibliothèque municipale.

L'ÉCONOMIE DE GUERRE

Dès les premiers jours de la mobilisation, la vie économique locale se trouve bouleversée. Chevaux et mulets, avec leurs bâts, sont réquisitionnés par l'administration militaire, de même que la farine, le blé et l'avoine, puis les automobiles. De nombreux commerces ferment dans la ville, et les ouvriers sans emploi ou les familles privées de leur gagne-pain grossissent chaque jour un peu plus la population des nécessiteux.

La municipalité prend très vite des dispositions afin de faire face à cette situation. Elle augmente le nombre des « fourneaux économiques » de cinq à quatorze, permettant ainsi la distribution, entre le 12 et le 20 août 1914, de plus de cent onze mille repas. Dans cette seule dernière journée, dix-huit mille cent cinquante-trois rations sont ainsi servies contre deux mille deux cents dans une journée moyenne du mois précédent. Elle doit aussi assurer les ravitaillements exceptionnels : celui des Italiens évacués (douze mille rations pour l'ensemble de leur séjour au ramier du Château), mais également celui des trois cent quarante et un hommes de garde chargés de la surveillance des voies ferrées et des ouvrages d'art, entre le château de Madron et La Courtenourt.

Malgré cela, la situation se dégrade lentement. Petit à petit, la paralysie du commerce commence à produire ses effets, même à huit cents kilomètres du front. Les magasins restés ouverts ne sont plus achalandés et le manque de monnaie, dès le mois d'octobre 1914, freine considérablement les affaires. En novembre, le *Midi socialiste* pointe du doigt les spéculateurs, responsables d'après lui de l'augmentation excessive des prix de certaines denrées de première nécessité, au premier rang desquelles vient le sucre. Les légumes secs, provenant ordinairement de Russie et de Hollande, n'arrivent plus. Les productions aquitaines ou limitrophes sont en grande partie réquisitionnés, et le peu qui est mis en vente l'est à des prix prohibitifs pour une majorité de la population. Un peu partout dans la ville, des jardins potagers naissent spontanément, jusqu'aux abords de Saint-Sernin.

Néanmoins, la population toulousaine subsiste en s'adaptant aux conditions du temps de guerre pendant les années 1915 et 1916. Mais elles vont s'avérer terribles dès le début de 1917. En janvier, alors que le chauffage et l'éclairage au gaz viennent d'être fortement restreints, le sucre se voit à son tour rationné (sept cent cinquante grammes par mois et par habitant, dont cinq cents grammes raffinés).

Deux semaines plus tard, un arrêté préfectoral ordonne la fermeture des pâtisseries deux jours par semaine et assortit cette décision d'une interdiction de vendre ces jours-là des gâteaux dans les boulangeries, les grands magasins ou les restaurants. Il s'agissait alors de restreindre l'utilisation de farine, de lait, d'œufs et de sucre dans toute la France.

En février, la difficulté des transports provoque une crise du bois de chauffage. Peu après, le préfet de la Haute-Garonne, « considérant qu'il y a lieu de ménager les ressources de la consommation familiale du charbon et de réserver la plus grande quantité de combustible aux établissements travaillant pour la défense nationale », réduit à trois le nombre de jours d'ouverture des salles de spectacles et de réunions. Dans un même temps, les blés et les farines de tout le département sont réquisitionnés pour les services du ravitaillement civil, et des « carnets de consommation » sont instaurés pour le sucre. Pour pallier d'éventuelles spéculations sur la viande, la municipalité crée une boucherie municipale qui débite à la halle Victor-Hugo.

Mais, plus grave, à la fin de ce triste février, les Toulousains apprennent qu'ils devront dorénavant manger du pain rassis, et ce sur les prescriptions du ministre du ravitaillement. Ainsi que le rapporte *Le Cri de Toulouse*, « bien que les hygiénistes affirment que le pain frais, ce sera pour beaucoup de gens une privation sérieuse ». Et d'ajouter : « On peut bien faire ce petit sacrifice à la patrie ». Déjà, le spectre du manque de pain apparaît et l'on voit certains jours des ménagères courir de boulangerie en boulangerie à la recherche d'une hypothétique miche.

En mars de cette même année 1917, c'est le manque d'allumettes (dont la fabrication était alors un monopole d'Etat) qui menace Toulouse. Cette pénurie dont la presse pense qu'elle n'est heureusement que temporaire, ne fait qu'aggraver la situation d'une population privée déjà, en plein hiver, de bois et de charbon.

Jour après jour, le préfet produit des arrêtés fixant le prix des denrées afin d'éviter des hausses excessives. Beurre, fromage, pommes de terre font ainsi l'objet de réglementations draconiennes. En mai, la viande et la charcuterie sont interdites à la vente, ainsi qu'à la consommation dans les établissements ouverts au public, deux jours par semaine. Les abattoirs seront également fermés ces jours-là.

Quant aux logements, une véritable crise les touche. L'arrivée de réfugiés mais surtout les flux successifs de « l'armée des travailleurs » œuvrant dans les usines de guerre crée une terrible pénurie. Pour remédier à ce manque d'habitations, la municipalité sollicite une subvention de l'Etat pour construire des baraquements susceptibles de loger plusieurs centaines de ces ouvriers car Toulouse est devenue dès 1915 l'une des principales villes d'armement de l'arrière. Dotée d'une nouvelle et gigantesque poudrerie (la plus vaste de France) qui s'étend d'Empalot à Braqueville, la ville abrite également un « atelier de fabrication d'artillerie » qui regroupe la cartoucherie du Polygone et l'arsenal. Le nombre du personnel des ouvriers y travaillant pour la Défense nationale passe de sept cents avant 1914 à mille six cents pendant la guerre, et sa production atteint deux millions de cartouches par jour contre cent cinquante mille à la veille du conflit.

Pour alimenter cette énorme machine, on recrute en particulier des chômeurs français, des Espagnols, des soldats annamites (les quatre groupements de ces travailleurs coloniaux rassembleront un effectif de six mille hommes), et surtout des femmes.

LE TRAVAIL DES FEMMES

Les femmes suppléent massivement à l'absence des hommes dans l'industrie et seront à l'origine des grèves qui vont affecter la poudrerie en 1917. On les découvre factrices, institutrices dans les écoles de garçons, pompiers, receveuses des Postes ou conductrices sur les tramways. Celles que l'on va très vite nommer les « Ponsinettes » resteront longtemps dans la mémoire collective des Toulousains.

LES LOISIRS DE GUERRE

Les spectacles, qui reprennent dès la fin de l'année 1914, donnent également l'occasion aux Toulousains de l'arrière de soutenir l'action de solidarité et de se donner bonne conscience. La nouvelle organisation artistique, sous forme associative, prévoit en effet qu'une partie du prix du billet soit reversée aux œuvres caritatives. Dès lors, les salles se remplissent à nouveau, au point même de dépasser les fréquentations d'avant-guerre. Les pièces patriotiques alternent avec des saynètes plus légères, et le cinématographe attire les foules à l'Apollo qui obtient le monopole des « Actualités militaires ». Seule ombre à ce tableau, l'incendie du théâtre du Capitole, en août 1917, prive pendant plusieurs années les Toulousains de leur salle mythique.

GUERRE ET PROPAGANDE

Si les opinions publiques se sont ralliées à la guerre en août 1914, la prolongation du conflit provoque chez les civils une détérioration du moral. Pour le maintenir, la propagande insiste sur le patriotisme et la haine de l'ennemi. Tous les gouvernements utilisent la censure, la surveillance postale pour connaître l'état des opinions publiques, les articles « arrangés », les affiches et les tracts afin d'éviter la démoralisation de l'arrière face aux atrocités de la guerre. Ainsi, les Toulousains souffrent-ils de désinformation.

Les nouvelles du front, volontairement optimistes, sont vite démenties par l'arrivée des premiers blessés. Des rumeurs circulent, comme celles peu flatteuses, sur le 17^e Corps d'Armée qui aurait reculé et se serait comporté sans gloire.

Rapidement, propagande et censure enferment la presse dans un carcan très serré : titres élogieux pour nos troupes, informations différées, colonnes censurées.

La population toulousaine est informée des événements du front par les courriers des soldats : cartes postales, lettres et poèmes de guerre. Peu explicites, les cartes postales offrent un minimum de détails par crainte de la censure ou par auto-censure afin de ne pas inquiéter l'entourage.

LA DURE REALITE DU FRONT

Pour les mobilisés, projetés dans un univers de mort et de souffrances indicibles, le quotidien se résume à un seul problème : celui de la survie.

Le cadre de vie des huit millions de Français sont les tranchées. Non pas les tranchées bien aménagées, convenablement drainées et pourvues d'abris solides, telles que les décrit une propagande complaisante qui veut rassurer ceux de l'arrière. Mais des fossés peu profonds laminés par l'artillerie, ou bien des trous creusés à la hâte et dont le parapet est quelquefois formé par les corps des camarades ou par ceux des adversaires tués au combat.

Les misères subies quotidiennement en ligne sont de toutes sortes. Outre la vermine, les rats et les poux, les soldats endurent la pluie, la boue et le froid. Les conditions d'hygiène précaires sont à l'origine des maladies les plus diverses : dysenterie, fièvre thyphoïde, paludisme, etc. Quant à la nourriture, elle est souvent mauvaise et insuffisante.

L'existence au front, c'est avant tout la peur de l'horrible promiscuité avec la mort qui revêt des visages aussi variés que les moyens de l'administrer dont dispose les adversaires en présence : mitrailleuse, artillerie, gaz de combat, etc.

Pour tromper l'ennui des longues journées d'attente passées dans les tranchées, certains sculptent des objets, rédigent des lettres qu'une censure sévère passe au crible, d'autres tiennent des carnets qui leur permettront d'écrire, pendant ou après la guerre, des livres de souvenirs ou des romans d'une grande authenticité.

Pour des hommes qui se considèrent, les années passant, comme des sacrifiés, les premiers contacts avec l'arrière sont difficiles. En effet, les permissions permettent au combattant de constater que, en dépit de la guerre, la vie continue presque comme autrefois dans les villes. Cafés et cinémas ne désemplissent pas, tandis que les embusqués tiennent le haut du pavé.

REVENIR, FETER LA FIN DE LA GUERRE

Après plus de quatre années de sacrifices, le 11 novembre 1918, des affichettes placées devant l'immeuble de la Dépêche annoncent la fin de cette guerre qui ne devait durer que six semaines. Dans les rues de la ville, la foule en liesse laisse éclater sa joie, et *La Marseillaise* de la victoire se fait entendre dans tous les cafés. Toutefois, il faudra attendre encore neuf mois avant que ne reviennent ces héros du 17^e Corps d'Armée qui avaient participé à tous les combats les plus durs. Ce n'est en effet que le 9 août 1919 que la ville offrira à ces poilus, mais également à tous les morts et aux milliers de « gueules cassées », l'hommage qu'ils méritaient.

Aussi, autour du cénotaphe dressé sur la place du Capitole, toute la ville honorera « ses » combattants, « ses » vainqueurs. L'heure du souvenir pouvait sonner, que Toulouse érigea au cimetière de Salonique un mausolée à la mesure de ses pertes, et dans chaque quartier, comme dans chaque village de France, des monuments aux morts plus modestes.

CELEBRER, COMMEMORER, SE SOUVENIR

Ici comme ailleurs, la population toulousaine est meurtrie dans ses structures démographiques. Selon le livre d'or envoyé par la mairie de Toulouse au ministre de la Guerre, quatre mille quatre-vingt-quinze Toulousains sont morts dans les tranchées. On compte presque autant de mutilés et de blessés. Par ailleurs, près de treize mille Haut-Garonnais ne reviendront pas.

La région toulousaine n'échappe pas, dans les années d'après la guerre, à cette volonté d'ériger des monuments aux morts. Toute la nation est en deuil. Ce poids moral explique en partie que les survivants aient voulu témoigner leur affection et leur souvenir à leurs camarades décédés, mais explique également que toute la population ait manifesté le désir de se retrouver dans un lieu tout entier dévoué à la souffrance collective. C'est ainsi aux monuments aux morts que revient la mission de devenir de nouveaux lieux de mémoire, et à certaines dates : 11 novembre, 14 juillet, de transmettre « des messages pour les vivants ».

On compte à Toulouse pas moins de vingt-huit monuments ou stèles commémorant ceux qui se sont battus en 1914-1918. Tous ont été érigés entre 1919 et 1935.

REGARDER VERS L'AVENIR

Cette terrible guerre, dont plus de quatre mille Toulousains ne reviendront pas, sera pourtant déterminante pour l'avenir de la ville.

Dès 1917, Latécoère avait installé ses hangars et une piste d'atterrissage à Montaudran : en mai 1918, il fournit son premier avion à l'armée, qui sera suivi de huit cents autres jusqu'à la fin des hostilités. Associé à Dewoitine (qui fondera quelques années plus tard sa propre société, la future Sud-Aviation), il est à l'origine de l'industrie aéronautique dans la ville rose.

Quant à l'immense poudrerie, en partie reconvertie dès 1919 en usine d'engrais, elle va recevoir entre 1924 et 1927 les gros équipements du tout nouvel « Office National de l'Industrie de l'Azote » (O.N.I.A.). Ce cadeau gouvernemental, directement issu du traité de Versailles qui prévoyait la récupération de procédés et de brevets allemands, venait à la fois confirmer la position stratégique de Toulouse, éloignée des zones susceptibles d'être à nouveau envahies, et récompenser une ville qui avait largement fourni les preuves de son efficacité comme ville de l'arrière. Le destin économique de Toulouse venait d'être scellé.